

CAHIER

Cm

FRC

DES DOLEANCES ET PETITIONS 5514

DU TIERS-ÉTAT

DU BAILLIAGE ROYAL DE MEUDON,

Arrêté dans l'Assemblée générale du Ressort,
le 23 Avril 1789, une heure du matin,

ET REMIS AUX SIEURS

DELAUNAY, *Syndic Municipal de Meudon;*

FILLASSIER, *Directeur-Propriétaire de la
Pépinière de Clamart - sous - Meudon, &
Membre de diverses Académies;*

NOUETTE, *Notaire & Greffier Royal dudit
Bailliage;*

GERMAIN le jeune, *Député de la Paroisse de
Viroflay:*

DÉPUTÉS-ÉLECTEURS

*A l'Assemblée Générale que la Prévôté &
Vicomté de Paris tiendra le 24 dudit mois
d'Avril.*

M+W 10028





CAHIER

DES DOLÉANCES ET PÉTITIONS

DU TIERS-ÉTAT

DU BAILLIAGE ROYAL DE MEUDON.

LE TIERS-ÉTAT du Bailliage Royal de Meudon consacre les premiers mouvemens de son cœur à la vive reconnoissance dont il est pénétré pour le Patriotisme, sans exemple, de son auguste Souverain, qui, non content du titre, peu commun, de *Père du Peuple*, veut en mériter un autre, plus rare encore, celui de *Régénérateur de sa Nation*.

En conséquence, il a unanimement voté de proposer aux Etats-Généraux l'établissement d'une Fête nationale, dont la solennité, revenant chaque année, perpétueroit d'âge en âge la mémoire du bienfait du Roi, & qui apprendroit aux siècles les plus

reculés que, PEU SATISFAIT DE RAPPELLER SES SUJETS A LEUR CONSTITUTION ORIGINELLE, LOUIS XVI, TOUJOURS GÉNÉREUX, TOUJOURS AUGUSTE, DAIGNA DESCENDRE DE LA MAJESTÉ DE SON TRÔNE, POUR LES CONDUIRE LUI-MÊME A UNE RESTAURATION SALUTAIRE ET DURABLE.

Afin de répondre aux vues bienfaisantes du Roi, afin de suivre le mouvement que sa main paternelle imprime à la Nation, le Tiers-Etat de ce Bailliage va se livrer à toute l'impulsion du zèle pur & sans bornes dont il est animé pour la gloire du Souverain & le bonheur de la Patrie.

Tous les maux de l'Etat sont, pour son Ordre, autant de calamités personnelles, dont aucun privilège, aucune exemption ne le dispense : sous ce rapport, il se croit en droit, plus qu'aucun autre Ordre, d'en rechercher les causes, quelles qu'elles soient, & de sonder plus profondément la plaie, pour y appliquer un remède plus actif, & procurer une guérison plus complète.

PRÉLIMINAIRES.

Le succès de la prochaine Assemblée Nationale dépendra nécessairement de la posture où elle se mettra vis-à-vis du Pou-

voir exécutif. Ainsi, le Tiers-Etat du Bailliage estime que, dès sa première session, elle doit statuer de la manière la plus solennelle & la plus précise :

ARTICLE PREMIER.

Que, suivant le texte même de la lettre & l'esprit de la Déclaration du Roi, les Etats-Généraux, composant une assemblée représentative de la Nation entière, chargée de son vœu & de ses pouvoirs, sont essentiellement libres, & qu'ils possèdent en eux-mêmes tous les ressorts, qu'ils sont doués de toute l'énergie dont ils ont besoin pour régler leur organisation, & déterminer tous leurs mouvemens.

I I.

Que la personne de tous, & de chaque Député, est sacrée & inviolable ; & que, soit durant, soit après l'Assemblée, aucun Député ne pourra être inquiété ni repris pour ce qu'il y aura dit, fait, ou arrêté, par aucun autre pouvoir que par celui de la Nation, qui l'a commis.

I I I.

Que , par une suite naturelle de ces deux résolutions , à l'Assemblée seule appartient le droit de régler sa police intérieure , de fixer l'Objet & l'Ordre de ses délibérations , & de prescrire à tous ses Membres le régime qui leur convient.

I V.

Que la plénitude des pouvoirs donnés à chaque Député , & à tous les Députés ensemble , porte , non sur l'objet du Vœu unanime de la Nation , mais sur les moyens de le remplir ; qu'ainsi , les Etats-Généraux n'ayant de force & d'énergie que pour conduire à ses fins la volonté générale , dont ils sont les organes , ils ne peuvent ni la dissimuler , ni l'affoiblir , ni la modifier en aucune manière.

Ces articles une fois reconnus , avoués & sanctionnés par le Pouvoir exécutif , l'Assemblée Nationale doit préparer la matière de son travail ; & pour l'établir sur un plan invariable , qui puisse déterminer l'ordre & la série des opérations , non par les vues arbitraires des opinans , mais par la nature même & l'importance des objets ,

(7)

le Tiers-Etat du Bailliage est persuadé que
l'on doit exiger rigoureusement :

V.

Que tous les Députés du Tiers - Ordre
commencent par confronter & comparer
les divers Cahiers, les diverses Instructions
dont ils sont porteurs, afin de les mettre
en concordance , & pour en former un
seul Cahier d'Etat, qui présentera,

1°. L'unanimité du vœu de tous les
Citoyens sur les points constitutionnels;

2°. Ladite unanimité sur les points d'ad-
ministration générale & particulière;

3°. Les rapports & les différences des
demandes & motions particulières à chaque
Bailliage, à chaque Sénéchaussée, & les
motifs qui les appuient, ou qui les déter-
minent.

V I.

Qu'à chacun des points de ces trois
divisions soient apposés, en marge, les
noms des Bailliages ou Sénéchaussées qui
les auront votés.

V I I.

Qu'avant de les soumettre à aucune déli-

bération, le tableau qui les contiendra soit rendu public par la voie de l'impression, pour qu'il serve de témoignage à la Nation de la fidélité & du zèle de ses Représentans; & que copie dudit tableau soit incontinent envoyée à tous les Bailliages & Sénéchaussées qui auront député, afin que chacun y trouvant l'expression exacte de sa volonté, la restauration s'opère sans réclamation & sans murmure.

V I I I.

Que copie du même tableau soit présentée aux deux Ordres du Clergé & de la Noblesse, pour obtenir leur adhésion aux différens points constitutionnels & d'administration y contenus, afin que la santé du Corps national devienne le fruit de l'union & de la concorde de tous ses membres.

Quand tous les intérêts de Corps seront conciliés, quand les Trois Ordres n'auront plus qu'une seule & même impulsion, le bonheur de la Patrie commune; quand enfin tous les Députés pourront dire, suivant le mot des Etats-Généraux de Tours (1483), *qu'ils sont envoyés, non pour leur Ordre, mais pour la Nation entière*; alors il sera indispensable de s'occuper provisoi-

rement des besoins actuels de l'Etat; & , à cet égard , l'avis du Tiers-Etat du Bailliage est qu'il soit déclaré :

I X.

Que tous les Impôts actuellement existans , quelle qu'en soit la dénomination , ayant été créés sans le consentement & l'intervention du Pouvoir législatif , sont illégaux dans leur origine , abusifs dans leur extension , vexatoires dans leur perception , & absolument nuls de leur nature ; & que par conséquent la Nation , qui seule a droit de les établir , en prononce l'abolition entière.

X.

Que cependant les recherches & les travaux qu'exigent l'établissement d'une répartition exacte & la connoissance complète des besoins de l'Etat , ne permettant point à l'Assemblée Nationale de substituer sur le champ des Impôts nouveaux à ceux qu'elle abolit , elle autorise , *pour le moment* , mais sans aucune approbation , & *seulement jusqu'à la fin de ses Sessions* , la perception des Impositions actuellement en usage , pourvu qu'elles soient fondées.

sur des Edits enregistrés librement dans les
Cours de Justice.

C O N S T I T U T I O N .

Ces préliminaires indispensables une fois terminés , les Députés doivent être strictement tenus de se livrer, avant toutes choses, au grand & important ouvrage de la Constitution.

La Nation attend de leur zèle pour la gloire du Roi , elle attend de leur piété pour la Patrie , qu'ils en ranimeront les principes, presque oblitérés dans le cœur de la plupart des François ; qu'ils en détermineront les modes , dénaturés , ou affoiblis par une multitude d'usurpations ; qu'ils en fixeront l'étendue & les bornes, & qu'enfin ils écarteront pour jamais les nuages que le laps du temps , que les troubles , que l'insouciance même & l'égoïsme avoient accumulés sur les maximes invariables qui l'établissent.

A cet égard , voici la profession de foi du Tiers - Etat du Bailliage Royal de Meudon.

» Deux Agens , qui ont une mutuelle dépendance , donnent en France le mouvement & la vie au Corps national.

L'un qui délibère & qui décide , peut

être assimilé à la volonté ; on peut comparer l'autre aux bras & aux membres, dont la fonction est d'agir & d'exécuter.

L'action des Bras est incertaine, hasardée, souvent nuisible ; elle n'est enfin qu'un mouvement aveugle, irrésolû, quand elle n'est pas éclairée ni déterminée par la volonté ; & la volonté est nulle & sans effet, quand les Bras se refusent à son impulsion.

Ainsi l'harmonie & la force naissent de leur correspondance réciproque & de leur mutuelle intelligence ; le désordre, la confusion, la foiblesse, sont les suites inévitables de leur désunion & de leur discorde.

Et il falloit que la volonté fût distinguée de l'action, comme la cause l'est de son effet, pour que leur influence mutuelle fût libre, entière, constante, efficace.

Aussi, dans la Constitution Française, le Pouvoir exécutif & le Pouvoir législatif diffèrent-ils nécessairement l'un de l'autre ; ce sont des moteurs séparés, plutôt que réunis ; placés à des distances égales, ils ne cessent point d'être en correspondance, & c'est de la perpétuelle & inaltérable réciprocité de leurs impulsions, que dérivent la vigueur & l'embonpoint du Corps national ».

De ces principes, qui sont la base du Droit de la Nature & des Gens, suivront les

corrollaires que nous énoncerons comme des maximes de Droit public, que les Etats-Généraux ne pourront s'empêcher d'établir.

ARTICLE PREMIER.

La volonté appartient essentiellement à la Nation, & l'action au Monarque.

I I.

La Loi n'étant que l'expression de la volonté générale, la Puissance législative réside pleinement, entièrement & uniquement dans la Nation; d'où il résulte qu'aucun Acte public n'a, ni ne peut avoir force légale, s'il n'est émané d'elle, & qu'aucun autre Pouvoir n'a la faculté de rien ajouter, de rien retrancher, d'apporter la plus légère modification à ses décisions unanimement consenties.

III.

La Loi n'étant pas une expression oisive & inerte, mais un vœu général, qui délibère & décide tel ou tel mouvement actuellement indispensable à la Machine politique, aucun Acte législatif ne peut avoir de force & d'énergie qu'autant qu'il

est reconnu , avoué , sanctionné par le Pouvoir exécutif , qui doit le mettre en vigueur.

IV.

Les Loix s'altèrent & s'affoiblissent peu à peu , parce que la santé des Corps nationaux , qu'elles ont pour objet , éprouve , ainsi que celle des Corps physiques , des désordres & des vicissitudes ; d'où naît la nécessité de les renouveler , de les réformer ou de les abroger , quand elles sont devenues surannées , insuffisantes , ou inutiles.

Ainsi , nul Acte législatif ne peut être prononcé & sanctionné que pour un temps ; d'où il suit que le Pouvoir dont il émane , ne peut cesser de le surveiller , & que la permanence , ou la périodicité , des Etats-Généraux , chargés de la Législation , est un point essentiel de la Constitution Française.

La Nation , remise enfin , par la bonté du Roi , en possession d'un Droit sacré , qui n'avoit pu prescrire , doit donc statuer , par l'organe de ses Députés : Que les Etats-Généraux seront désormais ou permanens , ou périodiques ; & que leur régime , consolidé après tant d'années de désuétude ,

entrera nécessairement dans celui de l'Administration du Royaume.

V.

Que , dans le cas où l'on jugera nécessaire de prononcer la permanence des Etats-Généraux , pour éviter l'oligarchie , plus redoutable encore , & plus contraire aux intérêts du Roi & de la Patrie , que le despotisme ministériel , aucun Député n'aura de pouvoir que pour un an , à moins qu'il ne soit expressément continué par le choix légal de ses Commettans , & revêtu d'une Mission nouvelle.

VI.

Que si , au contraire , on se détermine pour le retour périodique des Etats-Généraux , leurs Sessions reprendront au moins tous les trois ans , & au plus tard tous les cinq ans.

VII.

Que l'époque du retour , une fois fixée , sera à jamais invariable , si ce n'est dans le cas imprévu d'une Régence , ou de quelque malheur extraordinaire , qui exigeroit

(15)

l'intervention soudaine de la Nation , & alors l'Assemblée des Députés auroit lieu dans l'espace de six semaines , ou de deux mois.

VIII.

Que désormais, sans avoir besoin d'Acte, ni de Règlement du Pouvoir exécutif, sans qu'il soit nécessaire de promulguer de convocation, les Etats - Généraux s'assembleront dans le lieu fixé par l'Assemblée précédente, & de la manière qu'il sera déterminé par une Loi invariable, qui réglera l'ordre & la forme des élections, & qui présentera les moyens les plus simples pour parvenir à une juste & complete représentation.

IX.

Que pendant l'intervalle d'une tenue d'Etat à l'autre, on ne pourra publier aucune Loi, soit locale, soit provisoire, tendante à interpréter, ou à modifier les Loix nationales consenties & prononcées par les Etats-Généraux.

X.

Que les Loix, que les Edits burfaux, consentis & promulgués par une Assemblée

d'États-Généraux, n'auront de force & de vigueur que jusqu'au jour qui sera fixé pour l'Assemblée suivante ; & que , dans le cas où un pouvoir différent de celui de la Nation mettroit obstacle à la formation de cette Assemblée à l'époque assignée, dès ce moment tout Impôt cessera, & tous les Tribunaux seront autorisés à traiter comme concussionnaire , quiconque entreprendroit d'en exiger aucun par violence , ou autrement.

LÉGISLATION ET ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

ARTICLE PREMIER.

Il sera procédé à la réforme des Loix civiles, & l'on proscrira la Jurisprudence des Arrêts, qui rend la Justice versatile & arbitraire.

II.

On formera un nouveau Code civil, applicable à toutes les circonstances de la vie, dont tous les points seront clairs, simples, accessibles à tout le monde, & qui, mettant chacun en état de défendre ses intérêts, & de se juger soi-même, fermera
tout

(17)

tout accès à l'intrigue , à la faveur , à l'arbitraire , & rendra le Juge à sa seule fonction , celle , non d'Interprète , mais d'Exécuteur de la Loi.

III.

On établira des Formes judiciaires moins compliquées , moins équivoques , moins arbitraires , moins onéreuses , & l'on simplifiera les procédures de manière à en abréger les lenteurs , à en diminuer les frais , à faciliter & accélérer la reddition des jugemens.

IV.

Les Loix prononcées par le Pouvoir législatif , & munies du Sceau de l'autorité du Pouvoir exécutif , seront notifiées aux Cours des Ressorts généraux , & , par eux , aux Justices subordonnées , pour être enregistrées purement & simplement , avec la formule de rigueur , qu'elles n'aient de force que de la fin d'une Session des Etats-Généraux à la Session de l'Assemblée suivante.

V.

L'inamovibilité des Magistrats sera établie

B

sur des principes inébranlables , & la vénalité de leurs Charges abolie.

V I.

La Finance de ces Charges sera comprise dans la masse des Dettes de l'Etat.

V I I.

La Nation attribuera aux Juges des honoraires proportionnés à leur dignité , & qui , salariant leur travail , leur ôteront le droit odieux de contribuer à la ruine des Parties par des Vacations & des Epices.

V I I I.

Il sera expressément défendu aux Juges , sous des peines très-graves , de permettre à leurs Secrétaires ou à leurs Gens , de rien exiger , même de rien recevoir des Parties.

I X.

Les Loix devant offrir un texte simple , clair & précis , & ne donnant plus d'ouverture à aucune explication arbitraire , tout Juge sera responsable à la Nation des jugemens qu'il aura prononcés contre la lettre de la Loi ; & aucune Grace du Prince ne pourra

le soustraire à la vindicte publique , quand il aura prévariqué.

X.

Les Juges seront choisis par leurs Justiciables , sans distinction d'Ordre, sans autre considération que celle du mérite personnel ; & ce choix sera sanctionné par l'autorité du Pouvoir exécutif.

X I.

Les Ressorts trop étendus seront restreints, & les Justices Seigneuriales, Ecclésiastiques ou Séculières , seront confondues dans celles d'arrondissement, qu'il faut établir.

X I I.

Dans les Justices d'arrondissement , les Parties jouiront de la faculté de plaider sommairement leurs Causes, sans avoir besoin du ministère , souvent inutile, quelquefois nuisible , & toujours ruineux , d'un Procureur.

X I I I.

Dans chaque Village il sera établi un seul Officier public, qui , sous l'inspection de la Justice d'arrondissement , sera chargé de veiller à l'exécution des Ordonnances de Po-

lice , d'empêcher les délits de tout genre , de constater ceux qu'il ne pourra arrêter , d'apposer les Scellés , &c Du tout il dressera de simples Procès-Verbaux , qu'il enverra sur le champ au Tribunal dont il ressortira.

X I V.

Dans toutes les Contestations entre proches Parens , pour partage de Successions , Liquidations de légitimes , Comptes de Tutelles , & autres de cette nature , comme aussi dans toutes celles qui s'élèvent en matière d'Héritages , soit pour dommage de Bestiaux , Bornages , & autres où il échet Rapport d'Experts , les Parties seront tenues , avant de procéder en Justice , de nommer des Arbitres , qui rendront une Décision motivée ; & celle des Parties qui voudra ensuite se pourvoir en Justice , sera obligée de donner copie , en tête de l'Exploit , du Rapport ou Jugement arbitral.

A défaut d'Arbitres , la Municipalité de chaque Paroisse sera autorisée , comme Juge de Paix , à concilier les Parties.

X V.

L'ordre des Tribunaux ne pourra être changé , ni l'étendue des ressorts ou des arrondissemens augmentée ou diminuée ,

fans le consentement de la Nation , puisque tous ces établissemens ont été institués pour elle.

X V I.

Aucun Aête du Pouvoir arbitraire ne pourra suspendre ni détourner le cours ordinaire de la Justice réglée.

X V I I.

Le Code Criminel & la Jurisprudence qu'il établit seront aussi réformés, comme le Code Civil, & désormais la Procédure Criminelle cessera d'être compliquée, inhumaine & ténébreuse.

X V I I I.

Ainsi l'usage de la Sellette & de la Question, la Confiscation des Biens & le Déshonneur imprimé aux Familles par le châtimement d'un coupable, seront abolis comme des institutions non moins iniques que barbares.

X I X.

La Défense de l'Accusé sera publique, & il lui sera donné un Conseil & un Défenseur pour repousser l'Accusation.

X.

Les Loix Pénales frapperont également tous les coupables, sans distinction de Rang, de Naissance ou de Fortune ; & le genre de peine sera le même pour tous, dans tous les cas semblables.

X X I.

Tous les Tribunaux d'Exception & d'Attribution, tant en première qu'en dernière Instance, en matière Civile, Criminelle ou d'Impôt, seront supprimés, & les Finances des Charges entreront dans la masse des Dettes de l'Etat.

X X I I.

Il n'y aura d'excepté que les Juridictions Consulaires, dans les Villes où elles sont nécessaires au Commerce ; mais les frais en seront diminués & irrévocablement taxés.

X X I I I.

On supprimera tous les Droits de Présentation, Défaut, Congés, Droits Réservés, huit sols pour livres d'Emolumens, Contrôle-Tiers, Contrôle des Dépens & des Dommages & Intérêts, & tous les autres

de cette nature, imaginés par la cupidité, & qui achèvent de spolier les Parties.

X X I V.

Les Droits de Contrôle des Actes & des Exploits, de centième Denier, d'Insinuation, de Petit-Sel, & autres de ce genre qui se perçoivent sur les Actes des Notaires, sur les Jugemens, Sentences ou Arrêts, par les Administrateurs-Généraux des Domaines, seront irrévocablement supprimés.

X X V.

Pour suppléer à la formalité du Contrôle, de l'Insinuation & du Petit-Sel, & donner l'authenticité aux Actes, aux Sentences, aux Jugemens, aux Arrêts, & en assurer la date, il en sera fait des Enregistremens par extrait dans les Greffes des Justices, & par un Tarif simple & modéré, on fixera le salaire des Greffiers chargés de cette opération.

X X V I.

On réduira le nombre des Officiers de Justice dans la proportion des besoins du Tribunal d'arrondissement & du Ressort principal. On supprimera tous les autres, &

la Finance de leurs Charges entrera dans la masse des Dettes de l'Etat.

On supprimera pareillement les Huissiers & les Jurés-Priseurs, les Jurés-Experts & leurs Greffiers.

X X V I I.

Pour les Droits dus aux Officiers conservés, il sera fait un Tarif exact, modéré, proportionné à leur travail. Ce tarif sera imprimé & affiché dans tous les Tribunaux de Justice, dans toutes les Etudes; on sera contraint de le suivre à la lettre, & toute interprétation en sera défendue, à peine de concussion.

La connoissance de l'exécution du Tarif appartiendra aux Juges ordinaires, lesquels rendront leurs jugemens sur de simples Mémoires, écrits sur papier libre, & sans frais.

X X V I I I.

Les Privilèges qui ont pour objet l'attribution de Jurisdiction, tel que celui des Bourgeois de Paris, des Commensaux de la Maison du Roi, & ceux connus sous le nom de Scel du Châtelet, Garde-gardienne, Privilèges de l'Université, Commitimus aux grand & petit Sceaux & autres, sous quelques dénominations qu'ils puissent

exister, seront absolument supprimés, ainsi que l'usage des évocations & le droit de suite que prétendent les Officiers du Châtelet, comme contraires au bon ordre, comme violant l'égalité des Citoyens, & tendant à enlever le Justiciable à son Juge naturel.

SUBSIDES ET ADMINISTRATION DES FINANCES.

Le droit d'imposer les Subsidés est un acte essentiel de la Législation. Ainsi l'Assemblée nationale décidera :

ARTICLE PREMIER.

Que tout Impôt ne peut être légal, & n'est qu'une vraie concussion, s'il n'est consenti & ordonné par les Etats-Généraux.

II.

Que la Loi burfale, comme toutes les autres Loix, ne peut avoir qu'une action limitée dans sa durée ; qu'ainsi toute Loi burfale n'aura de vigueur que depuis la fin de la session d'une Assemblée nationale, jusqu'à la fin de celle qui la suivra, & qui l'aura continuée, amplifiée, modifiée ou abrogée.

I I I.

Que nul Impôt ne peut être légal, s'il n'est absolument & également commun aux trois Ordres.

I V.

Avant de procéder à l'établissement d'aucun Impôt, il est indispensable de constater & de vérifier l'état actuel des Finances, & d'en donner, par la voie de l'impression, une connoissance fidelle & détaillée à la Nation entière.

V.

Il est également nécessaire d'éclaircir, avec la même exactitude, & de faire connoître avec la même fidélité, la nature, le genre & la quotité des dettes de l'Etat, afin d'en assurer les arrérages, d'en déterminer les remboursemens, & d'en décharger pour toujours le Pouvoir exécutif, qui les a contractées ou consenties.

V I.

Tous les Biens-fonds, les Parcs, les Jardins utiles, ou d'agrémens, les Avenues, toutes les Terres enfin qui reconnoissent un

propriétaire, quel que soit son état, quels que soient ses titres, quelques privilèges qu'il réclame, doivent être imposés en raison de la nature & de l'étendue de leur sol; mais sur cette Imposition équitable, simple, nécessaire, le Tiers-Etat du Baillage royal de Meudon pense :

1^o. Qu'il est impossible de la percevoir en nature, sans exposer l'Etat, qui ne peut supporter aucune disette, au hasard des calamités, à l'incertitude des récoltes, & sans le rendre dépendant de l'inaction, ou de l'inexpérience d'un Cultivateur paresseux ou novice ;

2^o. Qu'elle ne peut donc être perçue qu'en argent ;

3^o. Que pour que cette Subvention pécuniaire soit équitable, il faut la régler sur la nature, non des productions (ce seroit imposer l'Industrie, qui doit être libre & franche), mais du sol, qui ne peut, ou du moins qui ne doit pas se détériorer sous une main laborieuse ;

4^o. Que, pour établir une juste appréciation, il est indispensable de diviser les Terres en plusieurs classes ;

5^o. Enfin, que pour éviter les fausses Déclarations, les Taxations arbitraires, & tout genre de contestation & d'injustice, il faut que chaque Paroisse travaille au

bornage exact, non-seulement de son Territoire, mais encore de chacun des Héritages qui le composent.

V I I.

Afin de faciliter l'affiette, la répartition & la collecte des Subsidés, sans avoir besoin désormais du ministère intéressé & ruiné des Agens du Fisc, les Etats-Généraux s'occuperont le plutôt possible de la formation de trois sortes d'Assemblées particulières, qui éclaireront la Nation sur tous les besoins de l'Etat, qui en dévoileront les ressources, & qui mettront en évidence l'universalité du vœu des Citoyens, sur chaque partie de l'Administration.

Ainsi, ils prononceront de la manière la plus claire & la plus précise sur la forme de Convocation, sur l'entière liberté, sur les Droits & le Régime :

1°. Des Assemblées paroissiales, qui leur fourniront des Instructions particulières & locales, & qui répondront de tous les Contribuables qui les composeront ;

2°. Des Assemblées de District, ou de Canton, où ils trouveront des Instructions relatives & comparées, & qui recevront les deniers des Paroisses de leur arrondis-

fement , pour les verser directement dans le Trésor public ;

3^o. Des Assemblées provinciales , qui leur présenteront des lumières plus étendues , des résultats plus généraux , & qui , chargées de tous les détails de l'Imposition , n'en rendront compte qu'à l'Assemblée nationale.

V I I I.

Par des Impositions aussi simples & d'une perception aussi facile que la Subvention territoriale , si celle-ci est insuffisante , l'Assemblée de la Nation pourroit soulager enfin la France du fardeau des Fermes-Générales , qui l'écrase depuis si long-tems , & de tant de manières ; & délivrer les Citoyens de cette innombrable armée de Commis qui , d'un bout du Royaume à l'autre , semble soudoyée pour insulter à la liberté publique.

I X.

L'Assemblée Nationale est invitée à chercher les moyens de faire contribuer les Capitalistes , qui trouvent sans cesse dans leur énorme porte-feuille les premiers & les plus terribles instrumens des monopoles , & qui , avec un immense numéraire qu'ils montrent ou qu'ils recèlent à leur gré , jouissent de

toute la protection de l'Etat , sans concourir à l'acquit de ses charges , ni au maintien de sa puissance.

X.

Elle s'occupera aussi des moyens d'établir une sorte de Capitation ou d'Industrie qui , sans nuire à la liberté , & sans rien laisser à l'arbitraire , obligera à de justes contributions ceux qui , sans biens-fonds , trouvent dans le Commerce & dans les Arts utiles , une aisance qui a pareillement besoin de protection & de défense.

X I.

Les seuls Journaliers , qui n'ont aucune propriété , aucun autre revenu que celui de leur travail , doivent être exempts de toute taxe personnelle. Quoique Pauvres , ils n'en sont pas moins les Enfants de la Patrie , & leurs bras sont le soutien du Riche.

X I I.

Les Finances ne pouvant être bien administrées que par celui qui les fournit , & qui fait ce qu'elles lui coûtent de sueurs & de peines , c'est à la Nation seule , qui remplit & qui entretient le Trésor public , qu'ap-

partient le droit de la Recette & des Paiemens.

X I I I.

L'Assemblée Nationale réglera & déterminera l'emploi de tous les deniers publics, modérant le plus qu'il sera possible les dépenses nécessaires, & supprimant absolument celles qui ne le sont pas.

X I V.

On ne doit regarder comme dépenses Nationales, que celles qui ont réellement pour objet le bien, la prospérité, l'accroissement ou la défense de la Nation, & qui ont été librement déterminées, réglées, consenties par Elle.

X V.

Ainsi les dépenses de chaque Département doivent être fixées & arrêtées rigoureusement par l'Assemblée de la Nation, &, par une suite nécessaire, le Ministre de chaque Département sera personnellement responsable à la Nation des deniers que ses Représentans lui auront assignés pour la Chose publique.

X V I.

Pour éviter désormais les déprédations des Finances , les deniers du Trésor public resteront entre les mains des Assemblées Provinciales , qui en feront les emplois qui leur seront indiqués par les Etats-Généraux.

X V I I.

La Dette Nationale étant consolidée , les arrérages & les remboursemens étant assurés de manière que le Pouvoir exécutif ne sera plus chargé d'aucune responsabilité , aucun Emprunt public ne pourra plus avoir lieu sans l'autorité de la Nation ; & si quelque Compagnie , quelque Corps , quelque Ville , quelqu'un des trois Ordres même fournissoit , à titre de prêt , quelque secours d'argent , sans l'agrément de la Nation entière , représentée par les Etats-Généraux , ce Prêt ne pourroit être admis au rang des dettes de l'Etat , & seroit nul par son illégalité même.

X V I I I.

Il est important de prendre une connoissance exacte des Pensions & des Graces pécuniaires , non pour enchaîner la munificence du Souverain , mais pour l'éclairer ,
&

& empêcher que la faveur & l'intrigue , surprenant la bonté de son cœur , n'enlèvent les récompenses qu'il a intérêt de n'accorder qu'au mérite tranquille & modeste , qui le sert sans l'importuner.

X I X.

L'État se chargera des dettes que l'Ordre du Clergé a contractées au nom du Roi ; mais afin d'en accélérer le remboursement , tous les Bénéfices simples , d'un revenu de deux mille livres & au-dessus , seront mis en économat sous la direction de l'Assemblée Provinciale à chaque vacance , durant l'espace de quatre ans , ou davantage , si l'Assemblée Nationale le trouve convenable.

Les Annates aussi cesseront d'être payées à la Cour de Rome , pour que les fonds qu'elles produiront soient employés au même objet.

X X.

Les Dépenses de la Maison du Roi , de la Reine & de la Famille Royale seront aussi arrêtées par les États-Généraux , & le Roi sera très-humblement supplié de déterminer pour cette partie , une somme annuelle qui soit suffisante à la splendeur de sa Couronne , sans être trop onéreuse à l'État.

X X I.

Avant de rien déterminer sur ce qui concerne les Domaines du Roi , qui sont le patrimoine de la Couronne , il seroit nécessaire d'examiner si , au lieu de les vendre , de les aliéner , ou de les échanger , il ne seroit pas plus avantageux de les donner à rente foncière , ou à bail emphytéotique , selon leur valeur réelle ; à la charge d'en faire approuver les Contrats par les Etats-Généraux , & d'en laisser les revenus aux Assemblées Provinciales , qui en verseroient directement les deniers dans le Trésor Royal.

X X I I.

Les Monnoies étant le signe représentatif des vraies richesses de l'Etat , elles ne pourront être changées ni dans le titre ni autrement , sans l'autorité de la Nation , notifiée par le consentement des Etats-Généraux.

ADMINISTRATION.

ARTICLE PREMIER.

Le plan & la composition des Assemblées provinciales , ainsi que l'étendue des Pouvoirs qui leur seront confiés , seront

fixés d'une manière uniforme , sauf les modifications que les circonstances locales pourront exiger.

I I.

Elles seront composées de Membres librement élus , dont un tiers sera renouvelé chaque année.

I I I.

Leur fonction principale sera de maintenir & de procurer l'exécution des Arrêtés consentis par les Etats-Généraux , & de leur dénoncer les infractions qui pourroient y être faites par quelques parties que ce soit du Pouvoir exécutif.

I V.

Elles seront chargées de tous les détails relatifs à l'administration intérieure de leurs Provinces respectives , de l'entretien & de la confection des chemins , & rendront désormais inutile le ministère des Intendants ou Commissaires départis , qui seront supprimés , ainsi que leurs Subdélégués.

V.

Elles veilleront sur-tout à ce que la France ne soit plus désormais exposée aux affreuses

rigueurs de la disette, par l'avidité des Monopoleurs.

Le Tiers-Etat du Bailliage soumet, sur ce point important, aux lumières des Etats-Généraux, un Plan qui ne paroît pas incompatible avec la liberté du Citoyen, & qui est plutôt un acte de prévoyance, qu'une entrave mise au Commerce.

Il pense donc qu'il faudroit ordonner que tout Propriétaire, Laboureur, Fermier & Cultivateur ou autre, faisant valoir un Héritage, & récoltant des bleds, du seigle, de l'orge, des avoines, des vins, des foin, des luzernes, & généralement les diverses productions de la terre qui servent à la nourriture des Hommes & des Bestiaux, fût tenu dans la quinzaine, au plus tard, de la perfection de ses récoltes, de déclarer & de signer sur le registre, qui sera tenu à cet effet au Greffe de la Municipalité de sa Paroisse, la quantité de gerbes de grains, de bottes ou quintaux de foin, de muids ou pièces de vin ou cidre qu'il aura récoltés.

Qu'il soit pareillement tenu de déclarer & de signer tous les mois sur ledit Registre la quantité desdites denrées qu'il aura vendues pendant le cours dudit mois.

De chacune de ces Déclarations, le Greffier Municipal sera tenu d'envoyer copie

dans la huitaine au Bureau de l'Assemblée du District, qui la fera passer, après l'avoir visée, au Secrétariat de l'Assemblée Provinciale.

Dans les Greffes des Jurisdictions dans l'arrondissement desquelles il y a des Marchés établis, on continuera de tenir des Registres & Etats de la valeur des grains qui y auront été vendus à chaque Marché; mais quiconque approvisionnera le Marché, sera tenu de déclarer audit Greffe, avant l'ouverture du Marché, la quantité de grains, vins, foins & autres denrées qu'il y aura amenées, & après le Marché, celles qu'il y aura vendues.

Ces déclarations n'ayant que la sûreté de l'approvisionnement public pour objet, seront faites aux dépens de l'Administration, & il sera expressément défendu, sous peine de concussion, de rien exiger pour les recevoir & pour les inscrire dans les Registres.

De même encore, ceux qui font des élèves ou engrais de Bestiaux, seront aussi tenus de déclarer tous les mois, au Greffe de leur Municipalité, la quantité de chaque espèce de chevaux, vaches, bœufs, veaux & moutons qu'ils élèveront, ou dont seront composés leurs troupeaux, ainsi que les ventes qu'ils en auront faites.

Au moyen de ces instructions pençantes-

pour le Cultivateur , qui reste toujours gardien de ses récoltes , & qui peut librement les faire circuler dans le Royaume , les Assemblées Provinciales , sans avoir besoin de recourir à l'établissement dangereux des Magasins publics , connoîtront d'une manière assez exacte la quantité des Denrées qui existeront dans leurs Provinces respectives , & elles auront une règle à-peu-près certaine pour en permettre ou pour en défendre l'exportation.

V I.

La connoissance des prévarications commises par les Officiers & par les Archers de la Maréchaussée , sera attribuée , non plus à un Juge particulier , qui a souvent intérêt de dissimuler la faute du coupable , mais au Juge naturel de tous les citoyens , au milieu desquels il aura prévariqué.

V I I.

L'inspection générale & la police des Maréchaussées appartiendront aux Assemblées Provinciales.

V I I I.

Les Assemblées Provinciales régleront , non pas leur discipline militaire , mais leur

service & le nombre des Archers qui seront nécessaires pour la garde & la sûreté des Districts en général, & de chacune des parties qui les composent.

I X.

Les Archers desdites Maréchauffées, ainsi que leurs Officiers, seront tenus, sous peine de désobéissance, d'obéir aux ordres qui leur seront donnés par tous les Juges qui requerront leur assistance, puisqu'ils ne sont établis que pour la défense intérieure des Citoyens, & pour assurer le maintien & la tranquillité publique.

X.

Il sera statué par les Etats-Généraux une police particulière au service desdites Maréchauffées, qui, déterminant leur salaire, rendra leur service absolument gratuit à l'égard du Public & des Juges qui les emploieront.

X I.

Comme un Etat bien civilisé ne doit point laisser d'excuses à la misère, & l'Humanité autant que la Religion nous apprenant que les pauvres sont nos frères, il est du devoir de la Nation Françoisé de pourvoir à leurs

besoins, & d'empêcher que leur indigence ne les porte à troubler l'Ordre public.

En conséquence, le Tiers-Etat du Bail-
liage estime :

1°. Qu'il est nécessaire d'établir dans chaque Paroisse des Hospices & des Ateliers de charité, suffisamment dotés pour fournir à tous les besoins des citoyens qui s'y refugieront.

2°. Que pour subvenir aux frais d'une Institution aussi digne de l'humanité, qui caractérise la Nation, & qui n'a point encore d'exemple chez aucun peuple, les Etats-Généraux, de concert avec le généreux Monarque qui s'est montré depuis son avènement au Trône, le bienfaiteur de l'humanité souffrante, statueront que les fonds nécessaires pour ces établissemens, se prendront dans chaque District, sur les revenus des Bénéfices simples, des Abbayes & des Communautés Religieuses, susceptibles de suppression, dans l'étendue de chacun d'eux.

3°. Que l'administration de ces Maisons de Charité sera confiée aux Notables & aux Curés des Paroisses où elles seront établies, sous l'inspection immédiate de l'Assemblée Provinciale, à laquelle on rendra compte chaque année des revenus, des dépenses, des besoins imprévus de chaque Hospice, pour qu'elle en fasse son rapport à la plus

prochaine Affemblée des Etats-Généraux , qui feront déclarés Protecteurs de ces établiſſemens.

4°. Dans ces Hofpices feront admis les Vieillards , les Infirmes , ceux qui , ſans ouvrage , voudront s'occuper , & les Enfans que leurs parens ſe trouveront forcés de remettre à la Patrie.

5°. Les Etats-Généraux régleront la police de ces Maifons , & d'après les règles qu'ils auront établies à cet égard , les Affemblées Provinciales détermineront le genre , la nature , l'eſpèce de travail auquel on occupera les ſujets qui y feront admis ; & dans cette détermination , elles auront toujours égard à l'emploi des denrées indigènes de la Province , & à la facilité de les placer avantageuſement pour le commerce du Canton , ou pour l'avantage de l'Hofpice.

6°. Les Directeurs & Adminiſtrateurs deſdits Hofpices ſeront tenus de donner chaque mois un Etat des travaux qui ſe feront faits dans chaque Maifon.

X I I.

L'établiſſement propoſé , offrant un aſyle à l'indigence , tout pauvre vagabond ſera pris & appréhendé au corps pour être conduit dans ſa Paroiſſe , qui , dès ce moment ,

en répondra , & s'il est retrouvé fugitif & errant une seconde fois , il sera condamné aux travaux publics de sa Province.

X I I I.

Il suit de l'article précédent , que tout pauvre , valide ou invalide , sera tenu , sous les peines y portées , de résider dans le lieu de son domicile naturel , ou de celui qui l'aura adopté.

X I V.

Les Etats-Généraux sont invités à s'occuper de l'établissement d'une autre classe de Citoyens pauvres , qui , peu familiarisés avec les Arts mécaniques , & se trouvant sans ouvrage à la Campagne , sont contraints de venir végéter dans les Villes , & d'offrir à leurs Concitoyens , qui ne peuvent les employer , l'affligeant , mais stérile tableau de leur misère.

Le Tiers-Etat du Bailliage pense qu'il seroit possible de leur donner des propriétés dans les parties du Royaume qui sont peu peuplées , & que leur industrie rendroit susceptible de production.

X V.

Quant aux Routes , aux Canaux , Dignes

& Chaussées , & généralement tous les travaux publics , dont l'inspection & la conduite seront données aux Assemblées Provinciales , toujours sous l'autorité des Etats-Généraux qui seront l'ame & les Juges de toutes leurs opérations ; lesdites Assemblées Provinciales seront autorisées , par l'ordre exprès du Pouvoir exécutif , à employer de préférence , en temps de paix , les Troupes Nationales à ces divers ouvrages , à l'exemple des Romains , qui nous apprirent à les vaincre , & dont nous devons aujourd'hui imiter la discipline.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE.

La base de la Liberté nationale , posant sur celle de tous les individus qui composent la Nation , les Etats-Généraux seront reus de statuer :

1°. Que tout François , libre par les droits de la nature & de la société , ne connoît d'autre empire que celui de la Loi , qui , loin de gêner sa liberté , lui en enseigne l'usage , & lui en assure les fruits ;

2°. Que cette liberté rend maître d'aller , de venir , de demeurer où il lui plaît , tant qu'il peut le faire sans nuire à l'ordre social ;

3°. Que lui seul peut mettre des entraves à cette faculté , & en resserrer l'exercice

par des engagemens qui le lient dans sa propre personne , & le retiennent , en quelque sorte, attaché au lieu même où ils s'est obligé ;

4°. Que pour ce dernier motif, le droit de sortir du Royaume sans aucune formalité , droit qui d'abord paroît être une suite de la liberté naturelle, ne doit cependant s'exercer dans la société, qu'avec certaines restrictions, qui mettent les engageans particuliers sous la sauve-garde de la Loi générale.

En conséquence de cette Déclaration solennelle ,

ARTICLE PREMIER.

La liberté personnelle ne pourra être violée en aucuns cas ; le Despotisme ministériel, le Pouvoir arbitraire, n'en pourra priver aucun Citoyen, & tout ordre surpris à la religion du Prince , pour opérer la détention d'un de ses sujets, sera révoqué sur la simple requisiion de ses parens, de ses amis, de ses voisins, ou même du premier Citoyen qui réclamera sa liberté.

I I.

La main-mise nécessaire pour la tranquillité de la Société, ne sera accordée au Pouvoir exécutif que pour vingt-quatre heures seulement ; après ce délai , on fera tenu

(45)

de remettre la personne arrêtée entre les mains de ses Juges naturels.

I I I.

Dans tous les cas qui n'emporteront pas punition corporelle , l'élargissement provisoire ne pourra être refusé , en donnant caution suffisante.

I V.

Quiconque , en vertu d'un ordre du Pouvoir exécutif , ou émané de toute autre autorité que de celle du Juge naturel , aura arrêté un Citoyen , sera puni corporellement si , audit délai de vingt-quatre heures , il ne le remet pas dans une Prison légale.

V.

Tout Citoyen aura le droit de dénoncer à tout Tribunal la détention illégale d'un autre Citoyen.

V I.

Aucun Citoyen , sous quelques prétextes que ce puisse être , ne sera soustrait à son Juge naturel ; ainsi , toute évocation illégale , toute Commission arbitraire , & non constituée par la Sanction nationale , seront

annulées & prosrites comme destructives
du Droit social & de la Justice.

V I I.

La propriété de chaque Citoyen sera, ainsi que sa personne, déclarée sacrée & inviolable ; & dans le cas où une Propriété individuelle deviendrait nécessaire à l'intérêt public, nul n'en sera dépouillé sans avoir reçu préalablement des dédommagemens analogues au sacrifice qu'il aura fait à l'avantage de ses Concitoyens, & jamais ces dédommagemens ne seront illusoires, comme dans le régime actuel.

V I I I.

Il sera défendu à tous Carriers, Plâtriers & généralement à tous ceux qui fouillent sous terre pour y chercher & en extraire les minéraux, de s'introduire dans aucune propriété, sans en avoir obtenu préalablement la permission de celui à qui elle appartient.

Il ne leur sera pas permis de faire les fouilles dans les terres même dont ils auroient acquis la masse, sans soutenir la voûte, ou ciel, des carrières, ou la superficie des terrains, par des piliers suffisans.

Il leur sera enjoint de n'aller à l'ouverture de leur carrière que par une route établie sur le terrain qui leur appartient, soit en jouissance, soit en propriété.

Ils seront civilement garans & responsables des délits que leurs Compagnons, Journaliers, Voituriers, pourront commettre.

I X.

Par une suite nécessaire de la Liberté individuelle, la Liberté de la Presse sera accordée; mais par respect pour les Mœurs, que des ouvrages licencieux pourroient corrompre; par respect pour la Religion, que des ouvrages impies pourroient offenser; par respect enfin pour les personnes, que des ouvrages calomnieux pourroient noircir ou compromettre, aucun Ecrit ne pourra paroître au jour, par la voie de l'impression, sans être revêtu du nom & de la demeure de l'Imprimeur qui l'aura publié.

Et par suite de la protection que la Nation doit accorder aux talens littéraires, elle réglera le nombre des Imprimeurs, de manière que si quelqu'un s'ingéroit d'établir une Imprimerie sans son aveu, elle le condamnera à des peines qui seront statuées par les Etats-Généraux.

(48)

Le respect dû à la Liberté personnelle exige encore la suppression d'un Bureau clandestin, où le secret des Familles est violé avec impudence, & que l'Administration générale des Postes elle-même désavoue, tout en l'employant.

C O M M E R C E.

A R T I C L E P R E M I E R.

Le Commerce & l'Industrie seront libres comme les personnes.

I I.

Ainsi, les Jurandes & les Maîtrises seront supprimées; mais pour le maintien & la perfection des Arts mécaniques, nul ne sera admis à les exercer comme Maître, qu'après avoir donné les preuves les moins équivoques d'intelligence & de capacité.

I I I.

Les matières premières du Commerce seront exemptes de tout Impôt, parce qu'elles sont l'aliment & la base de l'Industrie; parce que c'est de leur franchise que dépendent l'activité des Manufactures,
la.

la hardieffe & l'étendue des Entreprifes, la modération de la main-d'œuvre, & qu'elle feule peut faire pencher la balance en faveur du Commerce National.

IV

Toutes les Foires feront franches, & les droits de Traités abolis, au moins dans l'intérieur du Royaume.

V.

Tout Privilège exclusif fera refreint ou fupprimé.

VI.

Les Etats-Généraux examineront s'il eft réellement utile au Commerce. que les Poids, Aunes & Mefures foient uniformes dans toute l'étendue du Royaume, & ils prononceront enfin fur cette question problématique depuis plusieurs fiècles.

VII.

Il ne fera accordé aucun Arrêt de fuf-féance ou Lettre de répi, parce qu'ils font abfolument contraire à la Propriété, &

qu'ils offrent une ressource injuste à la mauvaise foi du Débiteur.

VIII.

On rétablira la sévérité de l'ancienne Jurisprudence contre les Banqueroutiers frauduleux.

A G R I C U L T U R E .

ARTICLE PREMIER.

L'Agriculture, la mère, la nourrice de tous les Arts, fera libre & protégée dans toutes ses parties.

II.

La Milice sera désormais supprimée, parce qu'elle détourne des travaux champêtres aux époques les plus pressantes; parce qu'elle oblige les parens à des dépenses gênantes qui, bien que prosrites, en sont néanmoins dissimulées, & tournent en secret au profit des Commissaires départis ou de leurs Subdélégués; parce qu'enfin, outre que ces engagements forcés sont contraires à la Liberté individuelle, ils ôtent des bras aux terres, sans donner pour l'ordinaire des Soldats à l'Etat.

III.

On s'occupera de l'examen du Droit de Colombier & de l'établissement d'une Police sévère au sujet des Pigeons.

On décidera si ce Droit est fondé ou non.

S'il est fondé, on en statuera la valeur, afin de donner aux Communautés qui en sont grévées, la liberté de le racheter, si elles le jugent à propos.

S'il ne l'est pas, on en prononcera l'abolition.

IV.

Chacun jouira du Droit naturel de faire moudre son bled, cuire son pain & pressurer son vin où bon lui semblera, sans être astreint désormais à l'esclavage des banaalités.

V.

Toutes Rentes foncières, non rachetables, Rentes foncières seigneuriales, Dîmes & Champarts, Droit de main-morte, Tailles, Corvées seigneuriales & tous Droits seigneuriaux, autres toutefois que le simple Cens, Lods & Ventes, Quint & Requit,

& autres auxquels les mutations donnent ouverture , suivant les Coutumes , soit qu'ils appartiennent au Roi , au Clergé , aux Fabriques , aux Hôpitaux , aux Communautés séculières ou régulières , aux Seigneurs , aux Propriétaires de Fiefs ou autres , seront à toujours rachetables , à la volonté des débiteurs , au principal qui sera arbitré par les Etats-Généraux.

V I.

Les Baux des Biens des gens de main-morte seront adjugés désormais au plus offrant & dernier enchérisseur , par le Juge des lieux , & exécutés nonobstant le décès du Titulaire

A prix égal , la préférence sera toujours accordée à l'ancien Fermier.

L'Adjudicataire , durant le cours de son Bail , sera tenu de demander & d'exiger les réparations des Biens appartenans aux Bénéfices dont il tient le fermage.

V I I.

On supprimera , ou du moins l'on mitigera la Loi *Emptorem* qui , donnant à l'Acquéreur le droit d'expulser le Fermier , au moyen d'indemnités qui ne le dédom-

magent jamais de ses avances , altère sa fortune , & l'empêche d'augmenter ; & presque toujours de continuer ses cultures.

V I I I.

Les chasses seront abolies sur tous les héritages des particuliers , comme destructives du Droit de propriété , & comme anéantissant dans sa source une partie importante des Richesses de l'Etat.

Ainsi , tout Propriétaire du Droit de Chasse ne pourra l'exercer que sur le terrain qui lui appartient , ou qu'il exploite spécialement ; & si dans l'étendue de sa Chasse il se trouve quelques portions de terres qui ne soient point à lui , il sera obligé de les respecter , & même de les enclorre , si le Propriétaire l'exige.

Ainsi , il sera permis à chacun d'éloigner le gibier , qui vient dévorer le fruit de ses sueurs ; il lui sera permis , dans son champ , de s'en défaire comme de tout autre animal nuisible , pourvu qu'il n'y emploie aucune arme à feu.

I X.

Les Capitaineries seront abolies , non-seulement parce qu'elles établissent une

Jurisprudence étrangère aux Loix du Royaume , mais plus encore parce qu'elles occasionnent une violation monstrueuse du Droit sacré de la Propriété.

Ainsi , les Etats-Généraux feront absolument tenus , pour le bien de l'Agriculture , d'ordonner que tous Bois , toutes Forêts destinés à conserver du Gibier pour le plaisir de la Chasse , seront désormais clos de murs , afin d'empêcher que les Propriétés voisines , mises en culture , ne continuent d'être la proie des animaux voraces & destructeurs qui les habitent.

CLERGÉ ET NOBLESSE.

ARTICLE PREMIER.

Il sera clairement décidé :

1°. Que quant aux Droits politiques , la Constitution ne peut admettre la distinction des Trois Ordres.

2°. Qu'il n'y a réellement qu'un seul Ordre , lorsqu'il est question des intérêts de la Patrie ; que ce seul Ordre est celui de ses enfans , qui tous , quelle que soit leur fortune ou leur naissance , ayant un droit égal à sa protection , ont des obligations égales à remplir envers elle ,

3°. Qu'ainsi tous les devoirs de Citoyen, non moins que les Droits politiques qui les déterminent, sont essentiellement communs, & au même degré, à tous les François, Riches ou Pauvres, Nobles, Clercs ou Roturiers.

II.

Les distinctions honorifiques dues aux services de la Noblesse, aux vertus du Clergé, aux travaux de la Magistrature & des Gens en place, ne sont relatives qu'aux devoirs mutuels de reconnoissance qui sont la base de la Vie civile bien ordonnée, & n'ont, ni ne peuvent avoir, de leur nature, sur le pouvoir politique de chaque Citoyen, une influence qui en altérerait l'énergie ou qui en circonferoit l'étendue.

III.

La distinction des trois Ordres & leur Convocation séparée suppose trois intérêts où il n'y en a qu'un; & comme le Règlement avertit que l'avantage réciproque des Ordres est de rester réunis, il importe au bien de la Patrie que cette distinction inconstitutionnelle disparoisse, & que chacun des Députés se persuade que ce n'est qu'en

divisant les hommes, que l'on parvient à les corrompre.

I V.

Les Etats-Généraux feront revivre les Canons & Réglemens qui prescrivent la résidence, & qui défendent la pluralité des Bénéfices.

V.

Il sera donné aux Curés, aux Vicaires & à tous les Ecclésiastiques qui desservent les Paroisses, des revenus qui puissent leur suffire pour mener une vie honorable & décente, & qui les mettent en état d'administrer désormais les Sacremens, de remplir leurs différentes fonctions, & de distribuer le pain de la Parole sans aucune rétribution.

V I.

Les Canonicats serviront de retraite aux Pasteurs & aux Prêtres qui auront vieilli dans le service de leurs Eglise.

V I I.

Le Commerce & l'exploitation des terres seront expressément interdits aux gens d'E-

glise, comme contraires à la Sainteté de leur Etat, qui ne leur permet pas, selon Saint Paul, *de se livrer aux affaires séculières.*

Tels sont les principes que le Tiers-Etat du Bailliage Royal de Meudon s'est cru obligé de développer pour manifester son vœu sur les différens points de la Chose publique.

Il exige que ses Députés s'en pénétrent, & qu'ils fassent tous leurs efforts pour en démontrer la vérité & pour les faire adopter aux autres Députés qui composeront avec eux l'Assemblée générale de Paris.

C'est à ces conditions, & sous ces clauses rigoureusement exigées, solennellement promises, qu'il leur donne pleins & entiers pouvoirs d'aviser, délibérer, décider, consentir tout ce qui pourra procurer la réformation générale & la restauration de l'Etat.

(Suivent les Demandes locales de chacune des Paroisses qui composent le ressort du Bailliage Royal de Meudon).

Fait & arrêté en l'Assemblée des Députés du Tiers-Etat du Bailliage Royal de Meudon, tenue & présidée par M. Etienne Rousselot, ancien Avocat au Parlement, Conseiller du Roi, du Conseil de Monseigneur Comte d'Artois, Fils de France, Frère

du Roi, Bailli Royal de Meudon & dépendances; le 23 Avril 1789, une heure du matin, & ont lesdits Députés signé.

Signés,

DELAUNAY,

Marie,

Demarne,

NOUETTE,

Députés de Meudon.

FILLASSIER,

Desprez,

Gastineau,

Députés de Clamart.

La Roque,

Deloraille,

Députés de Chaville.

GERMAIN, jeune,

Vaudron,

Tavau,

Députés de Viroflay,

Plet,

Coquillard,

Députés de Velisy.

ROUSSELOT, Bailli Royal, *Président*
de l'Assemblée.

D O L É A N C E S

Envoyées par un Habitant de Viroflay.

PLAINTES & Doléances faites par Nous, dont le territoire de notre Paroisse est contenant de 6 à 700 arpens de bien, dont il n'y en a que 250 d'occupés par les pauvres Habitans, Cultivateurs & Taillables: dont le reste est occupé par les Bourgeois, ainsi que les bois du Roi, dont ces 250 arpens sont obligés de payer près de 8000 liv. d'imposition, dont ces pauvres Habitans sont écrasés, dont ces 250 arpens sont encore abîmés par un grand nombre de gibiers, qui sont semés par un tas de Gardes & Officiers de Chasse, dont les pauvres Cultivateurs sont obligés de mettre des gardes-biches; double imposition, qui se monte à la somme de 300 liv. dont ils sont les maîtres de tous nos biens, dont nous ne sommes pas maîtres de les récolter en tems & en heure; grand abus.

Notre Paroisse ne contient que 225 feux, qui sont des pauvres indigens & doléans journaliers, qui vont gagner quinze ou vingt sous, & souvent n'ont point d'ouvrage, & qui ont cinq à six enfans. Qui est-ce qui les

nourrit ? C'est la Providence de Dieu.

Nous avions autrefois une petite partie de bien en commun , qui servoit pour les bestiaux de pâture , & un nombre de pauvres gens qui tiroient quelques toises de pierre qui leur faisoit un grand bien ; mais les MM. des Domaines nous les ont pris ; grand tort qu'ils nous ont fait.

De plus , quinze à vingt Cabaretiers & Aubergistes qui sont écrasés par des impositions & mangeries par les Fermes & Commis , qui nous font payer aux pauvres Débitans la somme de 12 liv. par pièce , dont le pauvre Vigneron en paie la taille de son bien. De plus , quand il vend son vin , on lui fait payer 4 à 6 liv. par pièce ; grand abus ; car si le Vigneron payoit au Roi 3 liv. bien payé par pièce , le Roi seroit bien plus riche , & qu'il n'y ait point de Commis ni Fermiers ; grand abus.

De plus , après avoir éprouvé une si longue & rude hiver , nous avons un Receveur des Finances qui ne veut point nous donner de tems de pouvoir nous relever ; il nous poursuit l'épée dans les reins , nous accablant de frais de garnison que nous ne pourrions jamais nous relever , pauvres indigens que nous sommes. Consumés par ces impositions & frais mal à propos , nous supplions Sa Majesté de jeter un clin-d'œil sur notre

(61)

pauvre misere, & indigence & doléances ;
nous ferons des vœux & prières au Ciel
pour la conservation de toute sa famille &
de tout l'Etat.

*Nous soussignés, certifions que
l'original de la présente Copie, nous a
été remis par un des anciens & Notables
Habitans de cette Paroisse, pourquoi
nous assurons cette Copie exactement
conforme audit Original ; en foi de
quoi nous l'avons signée pour valoir ce
que de besoin.*

NICQUET, Curé de Viroflay.

GERMAIN le jeune.

